

RWANDAN DREAM INITIATIVE

INITIATIVE DU RÊVE RWANDAIS

UMUGAMBI RWANDA RWIZA

Par Faustin Twagiramungu,
ancien Premier Ministre du Rwanda.

Bruxelles, novembre 2010.

SOMMAIRE

1. INTRODUCTION.....	3
2. UN DEFI DE TAILLE.....	4
3. LE REVE.....	5
4. LA LIBERTE	6
5. LA VERITE.....	7
6. L'HISTOIRE REELLE, BASE DE LA VERITE.....	10
7. SANS LIBERTE, PAS DE VERITE.....	11
8. LA LIBERTE ET LE DEVELOPPEMENT	13
9. LA LIBERTE ET LA DEMOCRATIE.....	14
10. HOMMAGE ET MEMOIRE.....	15
11. ERADICATION DE LA GUERRE FRATRICIDE.....	17
12. L'ETAT DE DROIT ET LE COMBAT CONTRE L'IMPUNITE.....	18
13. LA QUESTION DES REFUGIES RWANDAIS.....	19
14. CONCLUSION	22

ANNEXE :

PROJET DE DECLARATION CONSTITUTIVE DE L'ORGANISATION "RWANDAN DREAM INITIATIVE"

1. Introduction

Le présent document fait suite aux multiples sollicitations dont nous avons été l'objet de la part de nos compatriotes rwandais après la diffusion de l'appel que nous avons lancé en date du 10 août 2010. En effet, il ressort des messages reçus que de nombreuses personnes ont accueilli positivement cette invitation à soutenir le nouveau courant politique qu'est « **l'Initiative du Rêve Rwandais** » et qu'elles souhaitent en savoir plus sur le contenu de ce principe révolutionnaire, notamment en ce qui concerne les objectifs visés. Certains ont même fait preuve de leur ardent désir de connaître au plus vite les modalités d'adhésion à cette initiative qu'ils qualifient de salutaire en ces temps de crise où le Rwanda a cruellement besoin d'un leadership compétent et expérimenté, apte à imprimer un nouveau souffle au processus de changement politique tant attendu, et à mettre un terme définitif au régime dictatorial du président Kagame et du Front Patriotique Rwandais (FPR). D'autres nous ont fait part d'avis et de considérations hautement constructifs, avec le vœu qu'une structure organisationnelle soit rapidement mise en place, en vue de canaliser efficacement toutes les idées et les actions de nature à faire avancer la lutte politique contre le régime sanguinaire qui sévit au Rwanda depuis juillet 1994.

Il a donc fallu répondre aux attentes des uns et des autres, en précisant, dans ces quelques pages, notre vision du « Rêve Rwandais » dont les valeurs de liberté, de vérité et de justice constituent les principaux axes. Ce rêve est celui d'un peuple uni, décidé à vivre harmonieusement dans son beau et petit pays. Sa réalisation procurera des bienfaits inestimables au peuple rwandais, qui sera alors fière de retrouver sa dignité et surtout de jouir à nouveau des droits fondamentaux dont il est privé depuis plus de 15 ans par un régime liberticide et criminel.

Par ailleurs, le document est assorti d'une déclaration à laquelle voudront adhérer tous ceux qui partagent cette vision d'un Rwanda nouveau et qui sont décidés à œuvrer à sa concrétisation, dans le cadre d'une organisation politique dénommée **Initiative du Rêve Rwandais** (en abrégé **RDI**, de l'anglais **Rwandan Dream Initiative**; **Umugambi Rwanda Rwiza** en kinyarwanda).

2. Un défi de taille

Il n'est pas facile qu'après tant de moments sombres de notre histoire jalonnée de tant de crises et de violences ayant contribué au chaos et surtout à la perte de vies humaines par millions, nous puissions réaliser ce rêve d'un Rwanda uni et réconcilié. Cependant, nous sommes déterminés à le faire et nous devons à tout prix réussir ce pari. Aussi, atteindre ce but de vivre en parfaite harmonie suppose-t-il qu'il faille éliminer préalablement les obstacles devenus tradition dans la politique rwandaise.

L'un des défis majeurs n'est autre que le conflit dit « ethnique », à savoir le conflit présenté erronément dans les médias, par les chercheurs et par les organisations internationales comme un conflit plutôt « tribal », car il se passe malheureusement entre ceux qu'il est convenu d'appeler les Bahutu et les Batutsi.

Il est vrai que ce conflit entre les deux principales composantes de la société rwandaise est une réalité historique et sociologique de notre peuple, mais il est loin d'être tribal. Aussi, devrions-nous reconnaître honnêtement qu'en un certain moment de notre histoire récente, il a cessé d'être un conflit entre les Bahutu et les Batutsi pour devenir un instrument de conquête du pouvoir rwandais tout court !

La question fondamentale qui se pose est de savoir si nous avons la force, mais aussi la volonté et les moyens de résoudre ce conflit. La réponse est tout simplement affirmative. Il nous faut ce courage de nous regarder les yeux dans les yeux, d'oser nous dire la vérité et d'affirmer avec conviction en guise de conclusion que nous sommes un même peuple, un peuple uni par notre langue et nos coutumes. Nous mettrons un terme définitif au conflit hutu-tutsi, non seulement en nous disant la vérité, mais aussi en confirmant avec fierté notre identité.

Pour mettre en place un Rwanda de notre rêve, *Rwanda rwiza*, et le léguer aux générations futures, nous avons le devoir de convenir dans un proche avenir des mécanismes appropriés pour consigner dans une nouvelle constitution la ferme volonté des Rwandais de vivre ensemble dans un pays où ses composantes résolvent pacifiquement les conflits pouvant surgir entre elles.

Nous ne pouvons prétendre établir un système démocratique fiable dans notre pays, sans avoir préalablement mis en place un espace de liberté pour tous, et sans avoir affirmé solennellement que notre avenir ne sera garanti que par une coexistence pacifique entre les Rwandais.

Il est important de faire remarquer que si le conflit hutu-tutsi n'était pas résolu, les violences récurrentes seraient toujours menaçantes et les mouvements de réfugiés rwandais inévitables, avec leur cortège de malheurs dans les pays d'accueil, surtout africains. Il est tout aussi impératif de résoudre définitivement la question des réfugiés rwandais, non seulement en créant un espace de liberté dans notre pays, mais aussi en faisant de la vérité une valeur citoyenne pour construire le Rwanda sur des bases solides. En particulier, un véritable état de droit doit être instauré en vue de combattre l'impunité, de faire régner la démocratie et la justice pour tous, et de garantir à chaque fille et à chaque fils du Rwanda le bien-être quotidien et des lendemains meilleurs. Tel est le « Rwandan dream ».

3. Le rêve

Le rêve est insaisissable. Souvent, il nous échappe et disparaît avec notre sommeil, sans pouvoir le décrypter convenablement dans tous ses aspects, nous laissant pourtant le désir de le réaliser ou de l'éviter par tous les moyens, selon qu'il est beau ou cauchemardesque.

Le rêve de tout Rwandais n'est pas celui qui envahit son esprit dans son sommeil. Il est permanent et correspond grosso modo à la préoccupation quotidienne, traduite par ce que nous appelions naguère : « *Ejo nzamera nte ?* » (Incertitude du lendemain). Ce rêve nous assaillit tous avec force dans tout notre être, et chaque jour davantage dans la recherche du bonheur de vivre tranquillement et librement dans le pays de nos ancêtres.

Le Rêve rwandais, c'est tout ce sursaut d'envie de vivre en parfaite harmonie avec nos familles, nos voisins, et d'avoir des dirigeants dont le premier devoir est de veiller à notre sécurité et non celui de nous massacrer. Les *Banyarwanda (Abenegihugu)*, rêvent tous de vivre ensemble, débarrassés de la peur d'être des victimes de luttes politiques

entretenues par des leaders au sommet de l'Etat pour le contrôle du pouvoir. Ces luttes attribuées faussement au conflit ethnique entre les Bahutu et les Batutsi, incitent les autorités à instrumentaliser les citoyens innocents dans des combats atroces qu'ils payent chèrement de leur vie. Le conflit devrait connaître une fin heureuse et définitive si le Rêve rwandais devenait réalité.

Le Rwandais veut travailler en toute liberté pour subvenir à ses besoins et ceux de sa famille, dont l'éducation convenable de ses enfants. Il désire ardemment vivre dans un pays qui se développe en mettant l'accent sur les moyens susceptibles de lui assurer, ainsi qu'aux siens, non seulement la bonne santé, mais aussi le travail, sinon la terre pour assurer sa subsistance. Il veut être sûr de sa liberté d'étudier, s'épanouir dans son pays et être soutenu, si possible, pour réussir. Il rêve d'entreprendre en créant les moyens de production de sa propre richesse, en étant soutenu ou pas, et à défaut travailler avec sa force physique ou sa capacité intellectuelle en vue d'une autonomie financière. Il a envie de vivre librement dans son pays, d'en sortir ou d'y revenir sans crainte d'y être humilié, d'y disposer si possible d'un lopin de terre de ce qui fut la propriété terrienne et traditionnelle de ses ancêtres, et de jouir pleinement de ses biens sans crainte d'en être dépossédé par les tenants du pouvoir.

Tous comptes faits, le rêve basique du Rwandais est celui de tout homme normal, à savoir : vivre en paix et libre partout, tout le temps.

4. La liberté

Vivre libre dans notre pays, ce doit être notre devise, car, que nous soyons pauvres ou riches sur cette terre, et au Rwanda en particulier, la liberté est le plus grand bonheur que nous devrions partager dès notre naissance jusqu'à l'âge où nous prenons conscience qu'il faut la défendre. Malheureusement, nous, les Rwandais, ne l'avons pas pour le moment. Nous devons nous battre pour obtenir la liberté et la défendre. Car si nous ne la défendons pas, elle nous sera arrachée par des prédateurs violents et avides de pouvoir personnel, susceptibles de soumettre le peuple à l'esclavage sans le moindre scrupule et ce, à des fins d'intérêts égoïstes.

La liberté constitue donc la base fondamentale pour gérer notre vie, nous épanouir et construire notre nation. Elle nous permet de croire à notre égalité devant la loi; car, à notre avis, c'est elle qui donne un sens réel à notre existence, à notre espérance. Vivre libre pour faire du bien à soi-même et aux autres, c'est cela le bonheur de chacun de nous.

Tous les observateurs avisés savent que le peuple rwandais n'est pas libre. Il est résigné, et chaque citoyen mériterait de porter le nom de *Nsekambabaye* [je ris dans la souffrance]. Il est temps de briser la chaîne de la soumission forcée et de mettre fin à l'avidité du culte de personnalité de quiconque se croirait être l'homme fort du Rwanda. Ensemble, nous devons combattre avec force et détermination la dictature rwandaise sous toutes ses formes ainsi que toutes tendances à vouloir imposer un régime familial ou dynastique.

Il est temps que les Rwandais comprennent que c'est un mensonge de parler d'un système politique démocratique et de faire croire qu'il peut être établi dans un pays comme le nôtre où la liberté n'est pas garantie et où le parti unique s'impose par force.

Il est temps de changer le système dictatorial violent et arrogant, soutenu par les apôtres d'un néocolonialisme déguisé, intronisés dans notre pays sous le pseudonyme de conseillers de la bonne gouvernance. Les étrangers qui soutiennent le dictateur rwandais, tout puissant qu'ils sont, ne méritent aucune considération de la part des citoyens rwandais, car ils sont à l'origine de leurs malheurs, tantôt par leur silence de complicité pour la prise du pouvoir par la violence et tantôt par le mensonge et l'hypocrisie pour couvrir le criminel au pouvoir dans le seul but de protéger leurs intérêts.

5. La vérité

Pour réaliser notre rêve, la liberté seule ne suffira pas. Il faudra son corollaire : la vérité.

Il est temps d'arrêter de nous mentir et de nous dire la vérité sur nos identités que nous devons garder avec fierté tout en nous débarrassant des comportements racistes empruntés à l'apartheid d'un autre âge. Nous avons le devoir de nous regarder face à face et de dire la vérité sur ce qui nous unit ou ce qui nous sépare par rapport à notre

état identitaire. Les Rwandais doivent se comporter en citoyens responsables de leur pays et solidaires de leurs voisins d'Afrique et des autres continents. En africains responsables, et non en tribalistes africains obligatoirement, le fait d'être noirs africains constitue un dénominateur commun qui nous soumet aux mêmes défis que nous sommes appelés à relever en vue de partager notre sort commun. Cela requiert une solidarité sans faille. Il est donc plus que temps d'assumer notre identité nationale et notre histoire.

Sans se dire la vérité entre nous, il n'y aura pas de confiance mutuelle et il sera difficile, voire impossible, de réaliser notre rêve. Faute de « confidence-building », le rêve rwandais serait sérieusement compromis, et par conséquent l'entente harmonieuse entre Rwandais ne serait qu'un vœu pieux.

Les Rwandais doivent avoir le courage d'assumer leurs erreurs du passé, mais aussi en assumer les responsabilités, de regretter avec franchise les crimes d'Etat commis sur les citoyens, afin de signer, consolider et respecter pour toujours leur pacte d'unité nationale, caractérisé par leur langue, leur histoire commune et leurs coutumes.

Dans notre pays qui a connu tant de violences, où la soumission et l'obéissance à l'autorité forte se sont imposées comme une culture rwandaise imprégnée de violence, de mensonge et de malveillance, et où les mythes sont pris pour des réalités, il est temps de se libérer d'une telle mentalité qui nous pousse souvent à courber l'échine, à obéir aveuglément à ceux qui nous font peur et qui nous poussent à l'extermination de nos prochains.

Il est temps de rêver certes, mais il est plus que temps de réaliser notre rêve.

La solution réside dans la résistance contre la violation de nos droits et dans la défense de la liberté de dire la vérité. La vérité est nécessaire dans notre vie personnelle et dans notre vie publique. Elle est non seulement le fondement de la bonne gouvernance, mais aussi de la coexistence pacifique.

La liberté et la vérité sont toutes les deux des valeurs génératrices de la démocratie, et non l'inverse. LIBERTE et VERITE sont la matière première de la démocratie. Les institutions que nous mettrons en place jailliront de la vérité, de la libre expression et de

la participation directe des citoyens et seront en conséquence le socle de la démocratie, que nous construirons et renforcerons par la justice.

C'est en étant libres que les citoyens rwandais éliront leurs dirigeants. Le choix libre des leaders incitera ces derniers à être respectueux de leurs électeurs pour pouvoir mériter leur confiance et à agir en tant que leurs humbles serviteurs et représentants. Des dirigeants élus librement auront l'obligation de rendre compte aux électeurs et de mettre en place des mécanismes aptes à contribuer à l'amélioration des conditions de vie de leurs délégués.

Nous devons aussi dire la vérité et rien que la vérité sur notre histoire.

Notre pays a connu des rois claniques puissants, avant que ceux-ci ne s'effondrent sous la puissance d'un seul clan qui a établi un pouvoir central entouré de mythes faisant office d'une assurance vie pour la pérennité de la dynastie des *Banyiginya* dont les ambitions ne furent jamais d'unir les Rwandais ni de défendre les intérêts de leurs sujets, mais de dominer tous les autres clans de la région des Grands Lacs.

Ainsi, un problème de pouvoir et d'autorité d'une dynastie est devenu, peu à peu, un conflit de « race » selon les anthropologues occidentaux, alors qu'en réalité l'enjeu était la violation des droits du menu peuple et l'accaparement du pouvoir et des richesses du pays par la classe dominante.

En effet, les violences successives entre les Batutsi et les Bahutu d'une part (coup d'Etat de Rucunshu en 1894 et assassinat du Roi Rutalindwa Mibambwe IV et ses lieutenants), et les violences entre les Bahutu et les Batutsi d'autre part (coup d'Etat de 1973 et assassinat du président Kayibanda et ses collaborateurs), prouvent éloquemment la complexité de l'histoire du Rwanda, qui est l'une des plus controversées du continent africain quant à la gestion du pouvoir. Il va sans dire que cela donne du Rwanda l'image d'un pays dont l'histoire se distingue par des moments les plus tragiques du continent. Il est donc de notre devoir de tout mettre en œuvre pour redresser la situation et garantir à nos compatriotes un pays digne de considération, non seulement sur le continent africain, mais aussi dans le concert de toutes les nations.

6. L'histoire réelle, base de la vérité

Il est important mais aussi très utile de connaître et de maîtriser l'histoire de notre pays. Et il est temps que l'histoire du Rwanda soit racontée, écrite et interprétée par les Rwandais eux-mêmes. Une histoire écrite et interprétée par les étrangers ne contient pas toute la vérité sur notre pays, capable de nous aider à réaliser notre rêve. Et cette vérité ne jaillira de notre histoire des mythes plutôt confuse que lorsque nous serons courageux de l'écrire nous-mêmes, sans en faire uniquement une histoire des chefs claniques, des monarques et autres dirigeants ou des régimes républicains qui se sont succédés, mais en creusant au plus profond de notre passé.

La vérité sur notre histoire authentique et sur notre identité sociale, ou nationale, ainsi que sur le comportement de nos dirigeants monarques et nos présidents de la république, depuis le 19^e siècle jusqu'aujourd'hui, nous donneront quelques indications sur les causes et les débuts du conflit. Il n'y a rien qui puisse nous inspirer une forte confiance en nous-mêmes que la connaissance de notre passé que nous devons assumer courageusement.

C'est en acceptant notre histoire, avec fierté ou regret, que nous serons en mesure de tracer la plus belle avenue qui nous conduira au bonheur, à la paix, à la justice équitable, à la fraternité et à la solidarité.

Un peuple sans histoire est un peuple sans avenir. Nier notre histoire, bonne ou mauvaise, serait un crime de falsification des faits et des événements devant servir de référence aux générations futures, générations déterminées à suivre, ou non, les traces de leurs aînés, au mieux de leurs ancêtres, et de faire leur propre histoire par rapport aux transformations sociales qui se seront succédé au fil du temps de leur vivant. A cet effet, retenons cette parole pleine de bon sens : « *un peuple qui oublie son passé se condamne à le revivre* ». (Winston Churchill).

Ceux qui lisent notre histoire sauront au moins que le combat pour le pouvoir ne commence pas avec la révolution de 1959 et l'abolition de la monarchie suivie de la proclamation de la république en 1961. Ce combat a bien commencé avec le coup d'Etat sanglant de Rucunshu à l'été de 1894 lorsque le roi du Rwanda, Rutalindwa

Mibambwe IV, du clan des *Banyiginya* sera vaincu et brûlé vif dans sa hutte. Mort dans des conditions sanglantes et douloureuses, il sera remplacé par son demi-frère, Musinga Yuhi IV, intronisé par son oncle maternel, le redoutable Kabare du clan des *Bega* qui avait commandité la mort de son prédécesseur.

Le conflit de pouvoir au Rwanda fait apparaître un chapelet de changements dont les plus importants sont la proclamation de la république en 1961, mais aussi le coup d'Etat du 5 juillet 1973 par le Général Habyarimana, suivi du lent assassinat du président Kayibanda, jusqu'à l'assassinat du président Habyarimana par le FPR, le 6 avril 1994, suivi lui-même par le génocide des Tutsi commis par les extrémistes hutu et les crimes de génocide contre les Hutus aussi bien à l'intérieur du Rwanda qu'en RDC par les soldats du FPR sur l'ordre de l'actuel président du Rwanda, tutsi, le Général Paul Kagame.

La pratique de la violence physique et verbale qui a marqué le Rwanda ancien et qui est abondamment reflétée par les *ibyivugo* ou la louange des atrocités infligées à l'adversaire, n'a jamais disparu de l'inconscient collectif. Elle a été relayée par l'histoire récente de notre pays, manifestement entachée du recours aux violences sanglantes pour la prise du pouvoir ou pour sa conservation. Il faut que cela cesse à jamais.

7. Sans liberté, pas de vérité

Le peuple rwandais doit être libre et cesser de vivre sous la dépendance d'un leadership qui le brime, le maltraite, l'injurie et le maintient sous la menace permanente de le « moudre ». Il doit se libérer de ce leadership criminel qui en exterminait une partie par « les machettes en les coupant en morceaux, en les fracassant les côtes et les crânes par les marteaux et les houes usées ou en les massacrant par balles » dans leurs habitations ou dans leurs camps de fortune comme cela s'est passé à Kibeho en avril 1995 et en République démocratique du Congo en 1996-1997.

Aujourd'hui, les Rwandais sont fatigués de vivre dans l'incertitude du lendemain et dans la crainte des souffrances atroces récurrentes, qui les attendent à un moment inconnu. D'autres vivent des humiliations quotidiennes. Quand ils ne sont pas traités de

généocidaires, ils sont étiquetés de vecteurs ou de porteurs de l'idéologie assassine, qualifiée officiellement d'«idéologie génocidaire».

Les Rwandais refusent également d'être instrumentalisés en servant de caution politique à un régime qui se sert de souvenirs tragiques pour bénéficier d'un crédit international de sympathie, avec un rituel traumatisant, qui risque de devenir une religion nationale imposée par le pouvoir en place. Nous rendrons toujours hommage aux victimes du génocide et aux autres victimes du conflit rwandais. Par contre, il nous semble inapproprié d'en imposer des cérémonies périodiques à caractère politique qui ne font que raviver le conflit d'hier et alimenter la fureur et la haine. Il appartient à tous ceux qui ressentent la peine du génocide de 1994 et d'autres crimes de déterminer en toute liberté la façon, moins traumatisante, d'honorer la mémoire des leurs.

Jamais personne, dirigeant ou pas, n'aura le droit d'enterrer l'histoire de notre pays. Bonne ou mauvaise, c'est notre histoire. Qu'elle plaise ou pas, nous devons l'assumer, ainsi que toutes nos responsabilités dans les drames ayant marqué notre peuple au cours de ces dernières années.

Nous devons nous libérer des rites, des mythes et des idéologies autour d'un « homme fort », le seul responsable et maître de tout, propriétaire du patrimoine national, planificateur de l'avenir de tout un chacun dans notre pays. Le développement économique de tout un pays, si développement il y a, la transformation sociale et la lutte contre la pauvreté, ne peuvent en aucune circonstance être une entreprise d'un seul homme qui se permet sous ce prétexte de priver le peuple de ses libertés fondamentales. Un leader n'est pas un homme seul. Il ne doit pas non plus être un « homme fort du pays » devant tout accomplir. Dans notre entendement, un leader c'est un capitaine d'une équipe. C'est aussi un homme de consensus. Le leadership n'est pas une tyrannie, ni une autocratie dont la pérennité risquerait de provoquer la colère du peuple.

Le Rwandais doit être libre de toute contrainte des prédateurs politiques et de tous ceux qui ont du sang sur les mains. Ces derniers devront être traduits devant les tribunaux compétents en vue de jugements basés sur la vérité et l'impartialité.

8. La liberté et le développement

Il ne peut y avoir de développement harmonieux sans liberté. Les exemples sont nombreux, surtout en Afrique. D'autres expériences instructives peuvent aussi être trouvées dans l'histoire des pays communistes qui, après 75 ans, ont réalisé que la liberté est fondamentale pour le développement économique. En effet, les pays qui restent communistes comme la Corée du Nord et Cuba ne peuvent pas nous servir de bon exemple, pas plus que le régime fort de Birmanie ne saurait être une référence pour le Rwanda. Quant à la Chine, ce pays reste communiste politiquement mais il a fait un choix capitaliste économiquement, et sa croissance économique est exemplaire de nos jours. Mais la Chine dispose d'un atout de taille dont le Rwanda ne pourrait se prévaloir, à savoir : la liberté accordée aux opérateurs économiques chinois d'investir dans les domaines de leur choix. En outre, en Chine le parti communiste n'accapare pas tout le patrimoine national comme le FPR au Rwanda, et le président chinois n'est ni criminel ni prédateur d'aucune richesse de pays voisins du sien.

Au Rwanda, il n'y a pas d'alternance politique et le régime est autocratique, ayant à sa tête un dirigeant avide de s'enrichir sans limite et qui ne cherche à se faire remplacer que par quelqu'un de son propre choix. Il voudrait pour sa succession, non pas un dirigeant du pays, mais un héritier de son immense fortune mal acquise.

Le développement économique auquel le dictateur rwandais fait référence de manière abusive, chaque fois qu'il est interpellé pour ses crimes, n'est pas une panacée. Il s'agit plutôt d'un leurre destiné à tromper les bailleurs de fonds étrangers.

Depuis la prise du pouvoir par le FPR en 1994, la ville de Kigali fait l'objet d'un embellissement remarquable certes, mais au détriment d'un développement économique et social absent des milieux ruraux qui sont pratiquement abandonnés à eux-mêmes. En effet, aujourd'hui, sous le régime du président Kagame, rien n'est comparable ni avec les initiatives ni avec le bonheur et la joie qui prévalaient dans les milieux ruraux sous le régime du président Habyarimana assassiné en avril 1994. Jamais sous les régimes républicains qui se sont succédé, la paupérisation du peuple rwandais ne s'était autant généralisée et accélérée dans l'indifférence des autorités qui, elles, s'enrichissent de plus en plus. Actuellement, il n'y a pas de redistribution équitable

des richesses. Cela se traduit par des disparités sans cesse croissantes entre une minorité riche et la population qui s'appauvrit de plus en plus. Ces nouveaux riches confondent le développement économique d'un pays avec l'envol de la modernisation du secteur urbain de la ville de Kigali où les bâtiments et les maisons résidentielles sont à la dimension du blanchiment de l'argent tiré des richesses volées en RDC pendant la guerre de 1996 à 1998.

Malgré ses quartiers huppés, Kigali est loin de devenir le Singapour africain, et le Rwanda ne sera pas pour bientôt la Corée du Sud ni l'un des Emirats arabes unis.

Les considérations précédentes mettent en évidence l'impérieuse nécessité de mettre un terme au modèle économique du dictateur de Kigali. Dans le cadre du « Rêve rwandais », nous veillerons à la mise en œuvre d'un développement harmonieux axé sur la libre entreprise et dont le peuple rwandais soit le véritable bénéficiaire, y compris dans le milieu rural.

9. La liberté et la démocratie

Il est de notre avis qu'il serait pratiquement impossible de penser à la démocratie avant de penser à la liberté. Nous devons pratiquer le débat libre à tous les niveaux sur l'avenir de nos familles d'abord, de nos régions et pour finir de notre pays d'une manière générale. C'est pourquoi, la création de clubs de discussion sur les problèmes de notre pays avec le souci de les résoudre est vivement encouragée.

La liberté d'expression et d'association, la liberté de mouvement, la liberté d'investir au Rwanda et ce dans le respect des lois pertinentes, ainsi que la liberté de choix de nos dirigeants, comme la liberté à la vie, sont des libertés fondamentales. Elles devraient ainsi être protégées.

La liberté nous servira de socle pour construire solidement la démocratie dans notre pays. A notre avis, c'est liberté d'abord, et la démocratie ensuite. La liberté ne s'acquiert pas sans combat. Nous combattons par tous les moyens pacifiques pour l'obtenir et la conserver dans notre pays.

10. Hommage et mémoire

La réalisation du Rêve rwandais passe impérativement par le souvenir judicieusement entretenu des millions de Rwandais qui sont morts, victimes des prédateurs de tout genre. Quels que soient l'époque ou le lieu des différentes atrocités, il n'y a aucune justification au massacre des hommes non armés, qu'ils soient Hutu, Tutsi ou Twa.

Nous nous inclinons et rendons hommage à tous nos concitoyens victimes de la haine et de la folie des grandeurs de ceux qui ont pris les armes pour s'engager dans des luttes fratricides avec l'objectif soit de prendre le pouvoir, soit de s'y maintenir dans notre pays, sans se soucier le moins du monde de l'éradication du conflit qui est à l'origine de nos différends depuis plus de 50 ans.

Nous plongeons dans l'univers du Rêve rwandais, avec comme priorité absolue le souci majeur de nous pencher, aussi longtemps qu'il faudra, sur la résolution du conflit interne à notre pays, qui persiste encore aujourd'hui à l'aube de ce 21^e siècle, et ce après des massacres des millions de personnes tant au Rwanda qu'en RDC. Notre engagement est que ce conflit soit résolu, non pas par les armes, mais par la voie politique à travers un débat large et sincère, et surtout par la mise en place des institutions consensuelles qui seront plus efficaces et plus respectables que le verbiage d'hommes forts au pouvoir.

Tous, sans exception, des Batwa, des Bahutu comme des Batutsi, de loin ou de près, ce conflit nous affecte. Nous en avons tous souffert, chacun à sa façon et la douleur récurrente nous rongera tout au long de notre vie. Des solutions durables doivent être trouvées à ce conflit qui est à l'origine des luttes cruelles ayant abouti au génocide de 1994 et des crimes de génocide au Rwanda et au Congo en 1996-1997 lors de la destruction des camps des réfugiés par l'APR. Ces atrocités que la communauté internationale a observées en spectatrice, sont indignes d'un monde civilisé. Elles ne sont pas à l'avantage de ceux qui les ont initiées, car leur comportement inhumain n'a rien d'honorable, et ne s'inscrivent non plus dans aucune perspective qui augure de la résolution dudit conflit. Au contraire, ces violences sont dans l'intérêt des prédateurs qui veulent dominer le Rwanda, non seulement avec l'intention à peine cachée de continuer le pillage du peu de ressources dont il dispose, mais aussi et surtout avec la

détermination d'affaiblir la RDC afin qu'ils pillent en toute impunité, avec la complicité de leurs supporteurs, des richesses de ce pays aux dimensions continentales. A cause du conflit rwando-rwandais, ces criminels en ont profité pour créer le chaos en RDC, provoquant l'instabilité et l'insécurité permanentes, avec, entre autres conséquences dramatiques, des violences dont les femmes congolaises sont devenues des victimes innocentes, essentiellement dans les provinces du Sud et du Nord Kivu.

Il nous incombe de redonner l'espoir aux plus jeunes en mettant un terme définitif à ce conflit, et ce le plus rapidement possible. Certes, des cicatrices, des souvenirs des pertes irréparables des nôtres, ces êtres qui nous sont chers et irremplaçables, nos enfants, nos frères et sœurs, nos cousins et cousines, nos neveux et nièces, nos épouses, nos parents et nos voisins, ne disparaîtront jamais, mais le conflit, lui, devra cesser pour de bon.

En ce qui concerne la mémoire des victimes du conflit rwandais, il sied de rejeter la falsification de notre histoire, notamment en résistant à toute tentative de destruction des symboles qui ont été érigés au nom du peuple et pour le peuple, aussi bien du temps de la monarchie que du temps de la république. En particulier, il est de notre devoir de rendre hommage aux rois et aux présidents de la république ayant contribué aux changements mémorables et hautement remarquables de la vie politique rwandaise.

Nous nous opposerons avec force à toute culture politique de violence militaire aux fins d'une consolidation dans notre pays d'un pouvoir dictatorial, à l'image de celui établi actuellement par le régime du président Paul Kagame. Nous condamnerons également tout langage injurieux et méprisant, ainsi que le traitement humiliant d'anciennes personnalités politiques, hommes d'Etat et chefs d'Etat, notamment ceux dont la contribution à notre histoire a été déterminante.

Dans cet ordre d'idées, la résistance du roi Musinga contre la colonisation de son pays, les tentatives du roi Rudahigwa pour mettre un terme à *l'ubuhake*, ainsi que l'audace des fondateurs de la République dont le président Kayibanda, méritent d'être évoqués publiquement et des symboles d'être élevés en leur honneur. En effet, leur courage et leur détermination restent des faits marquants de notre histoire récente. Tout devra

donc être mis en œuvre pour que leur valeureuse contribution et leur mémoire ne tombent pas dans l'oubli, n'en déplaise aux « iconoclastes » destructeurs et falsificateurs de l'histoire rwandaise.

11. Eradication de la guerre fratricide

Force est de constater que sur le terrain de l'unité et de la réconciliation nationales, le président Kagame a échoué lamentablement. Pour le grand malheur des Rwandais et de nos voisins congolais, le dictateur de Kigali a opté pour des guerres hégémoniques et des assassinats de ses opposants, sans s'inquiéter le moins du monde de la résolution définitive du conflit rwandais. Malheureusement, une certaine opinion internationale non avisée continue de tomber dans le piège du mensonge et de la manipulation savamment entretenu par le régime de Kagame qui prétend avoir réconcilié les Rwandais, alors que les faits prouvent tout le contraire. En effet, aux yeux d'observateurs avertis, la réconciliation tant vantée par le pouvoir de Kigali n'est qu'un subterfuge destiné à redorer l'image de marque du dictateur et, en définitive, une farce dommageable au peuple rwandais.

Dès à présent, nous rejetons des guerres internes et sauvages qui mettent en danger la vie de nos concitoyens en permanence depuis 1959 jusqu'à aujourd'hui. Nous avons le devoir de mettre fin à la culture de la haine, de la violence, de la vengeance, du mépris mutuel et de l'exclusion, par des moyens adéquats dont une éducation saine de nos enfants, le Rwanda de demain. Nous encouragerons le débat sur ce sujet entre les Rwandais, partout où ils seront, qu'ils aient eu la chance de faire des études ou non.

Nous sommes tous affectés par un même mal, et il est temps de nous en défaire une bonne fois pour toutes. Son traitement ne peut venir que de nous, par la contribution de nos réflexions profondes, nos idées constructives à la préparation de l'avenir des générations futures. Nous, les Rwandais, sommes tous condamnés à vivre ensemble à tout prix et à jamais, et pour cette raison, nous devons nous engager à signer un nouveau « contrat social », celui d'avoir pignon sur rue dans un Rwanda meilleur, un Rwanda de notre rêve. : « ***Rwanda rwiza, Rwanda rw'amahoro*** ».

Nous condamnerons et combattrons toute tentative de prise du pouvoir par la force et toute manœuvre visant à se maintenir au pouvoir par la main mise sur la puissance publique, le recours à la violence, les manigances et autres méthodes policières contraires au choix libre des dirigeants par les citoyens eux-mêmes. Personne n'a le droit de prendre le peuple en otage en le maintenant dans un état de situation conflictuelle, de peur ou de répression à des fins d'un pouvoir personnel ou pour quelque autre raison que ce soit.

En mémoire de toutes nos victimes et aux fins de garantir un meilleur avenir aux générations futures, nous mettrons tout en œuvre afin de trouver un terrain d'entente susceptible d'unir les Rwandais et éviter ainsi, à jamais, tout ce qui pourrait les diviser. L'unité retrouvée du peuple rwandais sera, à n'en pas douter, le garant d'une paix durable, non seulement dans notre pays, mais aussi dans toute la région des Grands Lacs.

12. L'état de droit et le combat contre l'impunité

Notre rêve est de vivre dans un pays où l'état de droit est le moteur du développement tant politique, économique, que social. La justice équitable pour tous donnera confiance à tout citoyen et le rassurera de ne plus être soumis à une justice des tribunaux de la haine. Dans le Rwanda de notre rêve, personne, peu importe son rang social ou ses fonctions politiques, y compris celles du chef de l'Etat, ne pourra être au dessus de la loi. Nous nous engageons à faire de la loi de notre pays l'espoir de tous pour un avenir prometteur.

Tous, nous respecterons la loi du pays qui, en aucune façon ne pourra plus être supplantée par le dictat des dirigeants. Nous sommes certains que le respect de la loi changera la mentalité des citoyens et exorcisera la peur qu'ils éprouvent à l'égard des dirigeants dont certains leur font subir des humiliations et des traitements dégradants. C'est donc en respectant la loi que nous serons en mesure de défendre nos droits de citoyens.

Au cours de ces dernières années depuis 1990, les citoyens rwandais ont été victimes des violences provoquées par ceux qui devaient veiller à leur sécurité et à leur

protection contre tout danger extérieur. Aujourd'hui encore, nous sommes exposés au même danger d'être des victimes des violences provenant de ceux qui s'accrochent au pouvoir sans partage.

Il est de notre devoir de bons citoyens de nous engager avec force et détermination pour faire entendre nos voix, en manifestant notre volonté de vivre dans un pays d'état de droit, lequel pourra nous garantir la coexistence pacifique et durable dans notre pays. Nous mènerons un combat d'avant garde pour barrer l'accès au pouvoir à tout dirigeant arrogant, prédateur, assassin, criminel ou terroriste et pour empêcher qu'un tel dirigeant puisse s'accrocher au pouvoir par la force ou par tout autre moyen anti-démocratique.

Tous ceux qui rêvent de vivre au Rwanda et d'y rendre leur dernier soupir, n'ont qu'un seul souhait, celui de léguer à nos enfants un « Rwanda où coule le lait et le miel », une terre d'espoir durablement pacifique. Dès maintenant, notre devoir est d'unir nos forces pour combattre énergiquement la répression politique infligée aux citoyens rwandais et conjurer les forces négatives extérieures et intérieures qui pourraient provoquer dans notre pays d'autres drames humains.

A cet effet, nous ne ménagerons aucun effort pour que les militaires du FPR ayant commis les crimes de guerre au Rwanda du 1er Janvier 1994 au 31 décembre 1994 soient eux aussi jugés par le Tribunal Pénal International pour le Rwanda, TPIR, et que les Nations Unies mettent en place sans plus tarder un Tribunal Spécial pour juger les crimes commis en RDC par l'APR, en particulier, et par des armées des autres pays.

13. La question des réfugiés rwandais

Tout homme aimerait vivre dans son pays ou de le visiter, en toute liberté. L'homme rwandais ne fait pas exception. Chaque exilé rwandais rêve chaque jour de son retour dans son pays d'origine.

Notre souhait le plus ardent est que le conflit entre les Rwandais ne perdure, car plus il s'étend dans le temps, plus il donne lieu aux violences qui provoquent les massacres dans notre pays et forcent une partie des Rwandais à se réfugier dans les pays étrangers. Il n'y a donc pas moyen de résoudre la question des réfugiés rwandais sans

trouver une solution à la question du conflit de pouvoir et sans mettre fin au cycle de la violence fondée sur la culture de la vengeance.

En vue d'une résolution définitive de ce conflit, il est fort judicieux de nous référer à l'Accord de paix d'Arusha, signé le 4 août 1993 entre le FPR et l'Etat rwandais, un accord qui peut encore servir de base pour solutionner quelques uns de nos problèmes, notamment en ce qui concerne l'instauration d'un état de droit et le partage du pouvoir. Il convient de rappeler que si le conflit de pouvoir a été entre les Batutsi et les Bahutu en un certain moment de l'histoire, il a aussi existé et il existe encore entre les Bahutu et les Bahutu. En témoignent, entre autres, le coup d'Etat de 1973 et la question des « *Banyenduga* » massacrés par le régime hutu du président Habyarimana, dont on ne connaît pas encore aujourd'hui la trace de leurs fosses communes depuis 1973. Ainsi, la théorie de certains Bahutu qui consisterait à « *gushira ou gushyira hamwe* » (conjuguer nos efforts sans autre ?) et de « *kuvuga rumwe* » (gommer nos divergences de vues sans autre ?) pour combattre « l'ennemi commun » n'a pratiquement plus de sens. Nous ne pouvons nous unir que pour un objectif commun, à savoir celui d'éradiquer le conflit de pouvoir entre toutes les composantes de la société rwandaise.

En acceptant les négociations de paix sur fond de partage du pouvoir avec le FPR en 1992-1993, les démocrates rwandais se sont faits rouler par ce mouvement politico-militaire, qui s'engagea dans des pourparlers de paix tout en ayant un agenda caché, lequel nous sera révélé par l'une des plus terribles tragédies du siècle passé : le génocide de 1994, provoqué par l'assassinat du président Habyarimana. Le retour de réfugiés tutsi au Rwanda et leur participation au pouvoir, qui était le point central des négociations jusqu'à la signature de l'accord de paix d'Arusha, n'a pu être exécuté comme prévu par cet accord.

Après le génocide de 1994, dans un climat de deuil pour les uns et de triomphalisme pour les autres, le rapatriement des réfugiés tutsi sera limité, précipité, désordonné, et composé surtout des chômeurs et de peu d'intellectuels. Tous comptes faits, la question des réfugiés tutsi n'a pas été résolue, alors que le FPR en avait fait son casus belli ; elle est restée entière alors que le prix payé en termes de vies humaines pour leur rapatriement violent, dépasse les limites du raisonnable. Bien plus, le FPR a compromis

l'image du peuple rwandais entraîné dans les violences de ceux qui combattaient en réalité pour le pouvoir (et tout le pouvoir !) et non pour le retour des réfugiés rwandais.

La prise du pouvoir par le FPR, après le génocide de 1994, a provoqué une vague de réfugiés hutu dont certains seront rapatriés par la force, deux ans après ; d'autres seront massacrés par centaines de milliers en RDC, alors que ceux qui ont échappé à ces massacres seront éparpillés dans les pays africains, ainsi que dans d'autres pays, notamment d'Europe et d'Amérique.

Aujourd'hui, c'est un fait de notre histoire, il y a encore des réfugiés tutsi et des réfugiés hutu à travers le monde, et leur nombre ne cesse de croître. Cela est dû à ce que beaucoup de citoyens rwandais sont chaque fois contraints par le régime dictatorial à quitter leur pays, tout simplement pour mettre en sécurité leur vie.

Les conséquences de toutes ces violences issues du conflit rwandais sont douloureuses et insupportables, tant pour les présentes que pour les futures générations. Elles se manifestent surtout par un sentiment d'exclusion, et par des massacres à l'origine des mouvements de Rwandais contraints de renoncer à leurs biens, à leur terre, leur seule richesse, et à leurs racines.

Le FPR n'a pas été capable de trouver la solution attendue de lui à ce problème des réfugiés, pour lequel il avait pourtant pris les armes en 1990 pour envahir le Rwanda. A l'époque, il promettait aussi d'y établir un système démocratique, qui ne verra jamais le jour, puisque une dictature militaire de la pire espèce a pris racine au sommet du pouvoir jusqu'à aujourd'hui.

Dès lors, l'échec du régime FPR est double : d'une part, les réfugiés tutsi et hutu ne sont pas tous rentrés et certains ont même été tués par centaines de milliers par l'APR en RDC ; d'autre part, la démocratie dans notre pays ne reste qu'au niveau du rêve qu'il faudra réaliser à travers un combat politique de longue haleine dirigé pour le moment contre le régime dictatorial et criminel du FPR.

Si aucun de ces deux objectifs n'a pu être atteint, malgré la peine et les souffrances endurées par les Rwandais, y compris le sang versé de millions de nos concitoyens innocents, il est de notre devoir de citoyens déterminés et conscients de l'intérêt

supérieur de la nation rwandaise, de nous mettre debout comme un seul homme pour chercher rapidement des moyens efficaces et concertés, aptes à assainir la situation politique et sociale de notre pays, pour que tout Rwandais qui le désire puisse y retourner sans condition et y vivre paisiblement.

14. Conclusion

Nous réaffirmons solennellement notre ferme conviction que le Rwanda a besoin de toute urgence d'un changement politique profond axé sur des valeurs fondamentales que sont la liberté, la vérité et la justice, seules garantes d'un véritable état de droit, d'une démocratie solidement établie et d'une paix durable. Nous sommes également conscients de l'extrême importance de l'éradication de l'impunité et du retour des exilés rwandais dans leur pays, ces deux facteurs étant indispensables à la création de conditions favorables à une réconciliation effective entre toutes les composantes de la société rwandaise et à leur coexistence harmonieuse.

Les Rwandais, hutu, tutsi et twa, doivent toujours avoir à l'esprit qu'ils forment un seul peuple et que, tout en restant fidèles à leur identité, il est dans l'intérêt des uns et des autres de bâtir une nation rwandaise cimentée par des valeurs traditionnelles communes que sont : l'intégrité (*ubupfura, kwanga umugayo*), l'audace (*ubutwari*), l'humanisme (*ubuntu*), la solidarité avec ses semblables (*umubano mu bantu*).

Toutes ces valeurs cadrent bien avec le « Rêve rwandais » tel que présenté dans ce document et sont manifestement incompatibles avec un état de dictature civile ou militaire. C'est pourquoi, tous les Rwandais épris de paix et de liberté ont le devoir de combattre avec vigueur le régime autocratique et criminel qui sévit présentement au Rwanda sous la houlette du président Kagame. C'est d'autant plus urgent que ce régime, s'il devait rester en place quelques années de plus, il entraînerait encore plus de dégâts irréparables, aussi bien en termes de vies humaines que de libertés fondamentales.

C'est donc l'avenir de notre pays et la stabilité de l'ensemble de la région des Grands Lacs qui sont menacés. Pour cette raison et compte tenu de la gravité de la situation,

nous lançons à nouveau un appel pressant aux Rwandais et aux amis du Rwanda pour qu'ils rejoignent ou soutiennent résolument le « Rêve rwandais ».

Ensemble, forts de notre sens des responsabilités et de l'amour pour notre mère patrie, nous trouverons une solution définitive au conflit de pouvoir qui est à l'origine de toutes les violences récurrentes ayant frappé la vie des Rwandais depuis plus d'un demi-siècle et qui reste un frein de taille à tout développement politique, social, intellectuel et économique dans notre pays et dans notre région.

Ce n'est qu'après l'éradication de ce conflit que la fraternité, la solidarité, la justice et la démocratie triompheront dans le pays de nos ancêtres, en même temps que l'éducation, le travail et la libre entreprise seront la mesure de la valeur de chacun. De plus, dans ce « Rwanda nouveau », celui de notre rêve, où la liberté, la vérité et la démocratie règneront en maîtres, rien ne s'opposera plus au retour inconditionnel et pacifique de nos concitoyens qui sont en exil et à une coexistence pacifique des Rwandais dans leur pays.

Les compatriotes qui se reconnaissent dans ce « Rêve rwandais » sont cordialement invités à adhérer au texte ci-annexé, qui tient lieu de déclaration constitutive de l'organisation politique dénommée ***Rwandan Dream Initiative (Initiative du Rêve Rwandais ; Umugambi Rwanda Rwiza)***.

Vive le peuple rwandais !